

Réponse de Jean-Noël Aqua

et Anne Le Loarer

Candidats à l'élection législative

sur la 9ème circonscription de Paris

Proposition 1

Nous nous engageons sur cette proposition. Le paiement des impôts est une condition indispensable de justice sociale à la base du pacte républicain. Il est incontournable pour faire vivre réellement la démocratie en donnant des moyens à la puissance publique. Nous proposons par ailleurs en France de supprimer le "verrou de Bercy" et de doter le parquet financier de moyens suffisants. Nous proposons au niveau international d'organiser une COP fiscale, sur le modèle des COP climatiques, permettant de coordonner la lutte contre l'évasion fiscale.

Proposition 2

Nous nous engageons sur cette proposition. Nous proposons la suppression du CICE et du CIR, qui sont des niches fiscales visiblement inefficaces. Nous voulons par ailleurs engager une réforme de l'impôt sur les sociétés pour le moduler en fonction de la création d'emploi, du respect de normes environnementales et de la formation des salariés. Nous voulons le rendre plus progressif en fonction du chiffre d'affaire et du résultat.

Proposition 3

Nous nous engageons sur cette proposition. Cette mesure devrait s'accompagner d'une coopération accrue en termes de transfert de technologies et de connaissances.

Proposition 4

Nous nous engageons sur cette proposition. Nous souhaitons aller au-delà du concept de régulation. Nous souhaitons mettre la finance sous contrôle démocratique, afin de lutter contre la spéculation et l'enrichissement exorbitant des quelques-uns. Notre objectif est de faire de l'argent un bien commun, géré en conséquence collectivement. Les premières étapes seront la nationalisation de la Société Générale et de BNP Paribas, et la constitution d'un pôle public bancaire. Nous voulons par ce moyen définir une politique du crédit qui soit corrélée à des normes sociales et environnementales. Nous voulons mettre la Banque centrale européenne sous contrôle démocratique.

Proposition 5

Nous nous engageons sur cette proposition au niveau mondial, comme en France. L'AFD doit promouvoir les droits sociaux et la promotion des biens communs en services publics, qui participent de la réduction des inégalités.

Proposition 6

Oui et non ...

Nous soutenons les objectifs du GIEC visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre pour contenir le réchauffement à 2°C. Les différents scénarios du GIEC prévoient que c'est possible à condition de diviser par 3 les émissions moyennes de CO2 au niveau mondial, comme en France. Par ailleurs, les préconisations de l'ONU stipulent qu'une consommation moyenne de 2Tep/an/habitant est incontournable pour répondre au droit à l'énergie couvrant les besoins essentiels (chauffage, cuisson, santé, eau, éclairage, transports...). Diviser par 3 les émissions de CO2 tout en couvrant les besoins des populations, suppose ainsi de diminuer drastiquement toutes les énergies fossiles, de développer les énergies non-carbonnées, et de limiter nos consommations. Le GIEC préconise ainsi les économies d'énergie, et un mix énergétique basé sur le développement du renouvelable, celui du nucléaire et le stockage du CO2, de manière transitoire. S'engager sur le 100% renouvelable (sur l'électricité ou l'énergie ?) en 2050 ne paraît pas accessible industriellement à l'heure où ces lignes sont écrites. En revanche, le développement du renouvelable doit s'accompagner de moyens pour la recherche, tout en maintenant la liberté de celle-ci pour trouver les ruptures conceptuelles nécessaires.

Proposition 7

Nous nous engageons sur cette proposition.

Proposition 8

Nous nous engageons sur cette proposition. Nous nous engageons à ce que les financements climat pour les pays en développement soient à la hauteur de ce qui sera nécessaire. L'aide financière devra être complétée d'une aide logistique, de transferts de technologie et de connaissances.

Proposition 9

Nous nous engageons sur cette proposition. L'alimentation est un bien fondamental et doit en conséquence sortir des logiques de marché. Une régulation doit se mettre en place à l'échelle mondiale afin de garantir des prix rémunérateurs pour les agriculteurs, et l'accès pour tous à une alimentation saine et financièrement accessible.

Proposition 10

Nous nous engageons sur cette proposition. Elle participe de l'action concrète pour une transition écologique, respectueuse des besoins humains et de la nature.

Proposition 11

Nous nous engageons sur cette proposition. De plus :

- nous militerons pour le respect absolu de la convention de Genève sur les réfugiés politique et la création de deux nouveaux statuts spécifiques pour les réfugiés économiques et les réfugiés climatique,
- nous soutiendrons le doublement des places dans les centres d'accueil,
- nous travaillerons à la mise en place de dispositifs de soutien médico-social, de scolarisation, d'insertion professionnelle pour garantir le respect des droits de tous.

Proposition 12

Nous nous engageons sur cette proposition. Cette engagement répond au respect fondamental dû à chaque être humain, à la base de notre engagement. Par ailleurs, l'accueil des migrants représente une chance de développement d'un pays, comme l'exemple de la Suède le démontre. Nous voulons renforcer l'accès au droit d'asile, sans faire la différence entre migrants économiques et politiques. Nous voulons la régularisation des sans-papier, et l'abrogation des règlements Dublin.

Proposition 13

Nous nous engageons sur cette proposition. Nous voulons donner des pouvoirs nouveaux aux salariés au sein des entreprises, entre autres pour définir des conditions de travail dignes. Nous voulons aussi, via la commande publique, faire effet de levier sur les entreprises pour exiger d'elles le respect de règles sociales (niveaux de salaires, respect des droits des travailleurs, etc) et environnementales.

Proposition 14

Nous nous engageons sur cette proposition. Nous voulons aussi lutter contre les formes 'modernes' d'esclavage. Nous voulons promouvoir au niveau européen un salaire minimum dans chaque pays (basé sur les besoins humains) qui tende progressivement à l'harmonisation européenne.

Proposition 15

Nous nous engageons sur cette proposition. Lutter contre les violences faites aux femmes sous toutes leurs formes sera une priorité, entre autres, par

- la pénalisation des clients de la prostitution,
- le soutien aux plannings familiaux qui sont le plus souvent le seul point d'accès aux soins pour les jeunes femmes.